

LE SECRETAIRE donne lecture du rapport :  
Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de Budget Supplémentaire pour l'exercice 1982.

Il s'élève en recettes et en dépenses, en opérations réelles à 225 112 302,82 Francs.

Cette somme comprend les opérations reportées et les dépenses complémentaires et nouvelles. Les opérations reportées ont été examinées lors du Compte Administratif 1981 et les opérations nouvelles sont les suivantes :

#### SECTION D'INVESTISSEMENT

900 - Hôtel de Ville et autres Bâtiments Administratifs .....	1 444 075,00
901 - Voirie .....	3 461 500,00
902 - Réseaux .....	37 311 000,00
903 - Equipements Scolaires et Culturels .....	4 259 750,00
904 - Equipements sanitaires et sociaux .....	1 405 000,00
906 - Services Industriels et Commerciaux .....	356 530,00
909 - Autres Equipements .....	321 679,56
914 - Programmes pour les autres tiers .....	50 000,00
925 - Mouvements financiers .....	2 500,00

---

48 612 034,56

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT

931 - Personnel permanent .....	50 000,00
932 - Ensembles mobiliers et immobiliers .....	417 901,39
934 - Administration générale .....	1 885 680,00
936 - Voirie .....	2 184 720,00
940- Relations Publiques .....	105 812,84
942 - Sécurité et Police .....	77 000,00
943 - Enseignement .....	1 000 287,50
944 - Oeuvres Sociales Scolaires .....	4 076 000,00
945 - Sports et Beaux Arts .....	204 000,00
951 - Services sociaux sans comptabilité distincte .....	1 026 000,00
955 - Aide Sociale .....	2 983 000,00

---

14 010 401,73

EN RECAPITULATION - OPERATIONS REELLES

	P E C E T T E S	D E P E N S E S
<u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>		
Opérations nouvelles .....	14 463 573,44	14 010 401,73
Crédits reportés .....	7 255 367,66	4 711 380,37
	21 718 941,10	18 721 782,10
Annulations .....	- 2 997 159,00	-
	18 721 782,10	18 721 782,10
<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>		
Excédent reporté .....	44 639 122,19	161 079 286,16
Crédits reportés .....	118 543 145,32	48 612 034,56
Opérations Nouvelles .....	46 509 053,21	-
	209 691 320,72	209 691 320,72
Annulations .....	- 3 300 800,00	- 3 300 800,00
	206 390 520,72	206 390 520,72
	225 112 302,82	225 112 302,82
TOTAUX .....	225 112 302,82	225 112 302,82

JE METS LA QUESTION AUX VOIX

000010

Monsieur Marcel HOARAU lit l'avis des Commissions :

"Le Budget Supplémentaire qui vous est présenté s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 225 112 302,82 Francs.

En SECTION DE FONCTIONNEMENT, un certain nombre de recettes nouvelles ont été dégagées :

- Surplus recettes par rapport au B.P.....	264 000
- Excédent réel 1981.....	2 544 000
- Excédent cctroi de mer.....	8 110 000
- Excédent surtaxe eau.....	1 300 000
- D.G.F. instituteurs.....	1 710 000
- Remboursement INSEE.....	520 000
- Remboursement Emploi Formation.....	794 000
- Remboursement stagiaires.....	202 000

Ces recettes ont permis de faire face à un certain nombre de dépenses, soit imprévues, soit insuffisamment programmées au niveau du B.P. 1982 :

- D.G.F. moins value au B.P. 1982.....	2 800 000
- Contingent Aide Sociale.....	1 483 000
- Subvention B.H.S.....	1 000 000
- Subvention cantines.....	2 600 000
- Plastic Omnium.....	1 000 000
- Personnel.....	2 500 000
- S.T.U.D.....	1 000 000
- Indemnité logement (complément B.P.).....	780 000
- Caisse des Ecoles.....	110 000
- Subvention Bureau Aide Sociale.....	500 000
- Divers dépassements de crédits.....	1 507 000
- Classes de mer.....	200 000

En SECTION D'INVESTISSEMENT, l'orientation a été donnée dans le sens d'une amélioration du cadre de vie de tous les jours : petits travaux de voirie, aménagements d'abords, création de bandes de roulement...

Ces divers travaux ont pu être financés grâce aux recettes suivantes nouvelles :

- Fonds de Compensation T.V.A.....	2 734 000
- Taxe Locale d'Equipement.....	50 000
- Excédent réel reporté.....	2 100 000

\*

\* \*

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 931 - PERSONNEL PERMANENT

LE MAIRE donne lecture du chapitre D E P E N S E S

R E C E T T E S

48 778,95

OPERATIONS NOUVELLES

Crédits reportés  
OPERATIONS NOUVELLES

7330 - Recouvrement sur le F.N.C.A.F. 70 000,00  
 799 - Produits exceptionnels 70 000,00  
 737-09 - Subvention Etat pour contrats  
 emploi formation et stage  
 pratique 995 000,00

1 136 000,00

98 778,95

Mis aux voix, le chapitre 931 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

CHAPITRE 932 - ENSEMBLES MOBILIERS  
ET IMMOBILIERS

LE MAIRE donne lecture du chapitre D E P E N S E S

R E C E T T E S

2 475 817,18

Crédits reportés

OPERATIONS NOUVELLES

OPERATIONS NOUVELLES

634 - Consommation eau et  
 électricité 200 000,00  
 6 314 - Entretien matériel  
 et mobilier 84 000,00  
 609 - Fournitures diverses 133 901,39

2 893 718,57

Mis aux voix, le chapitre 932 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

000012

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 934 - ADMINISTRATION GENERALE

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T T E S :

- CREDITS REPORTEES

- OPERATIONS NOUVELLES

- 799 - Produits exceptionnels

D E P E N S E S

- CREDITS REPORTEES

- OPERATIONS NOUVELLES

200 000,00

934-600 - Produits pharmaceutiques  
Virement pr.936-600:-2 100,00

934-608 - Fournitures de bureau

934-611 - Rémunération du personnel

- Crédits nouveaux: 1 205 910,00

- Virement au  
936-611 : - 30 000,00

905 910,00

934-618 - Charges sociales

- Crédits nouveaux : 401 770

- Virement au  
936-618 :- 152 000

249 770,00

934-6620 - Frais d'impression

258 000,00

934-6629 - Autres Prestations de  
service

5 000,00

200 000,00

1 894 634,83

Mis aux voix, le chapitre 934 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

## BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

## CHAPITRE 936 - VOIRIE

LE MAIRE donne lecture du chapitre : DEPENSESRECETTESCrédits reportésOPERATIONS NOUVELLES

- 7 007 - Vente de matières 7 000,00

- 7 050 - Enlèvement d'ordures ménagères 30 000,00

- 7 370 - Subvention INSEE pr. recensement 520 167,00

- Crédits reportés- Opérations Nouvelles :

600 - Produits pharmaceutiques 2 100,00  
- Virement du 934-600 : 2 100,00

603 - Carburants 350 000,00  
- crédits nouveaux : 350 000,00  
- Virement du 936-631 : 200 000,00

606 - Fourniture de voirie .....

631 - Réparations à l'entreprise 550 000,00  
- Virement pour 936-936-603 : - 200 000,00

630 - Charges locatives 1 000 000,00

611 - Rémunération du personnel 530 000,00  
- Crédits nouveaux 530 000,00  
- Virement du 934-611 300 000,00

618 - Charges sociales 204 720,00  
- Crédits nouveaux 204 720,00  
- Virement du 934-618 152 000,00

1 305 641,11

2 100,00

550 000,00  
100 000,00

- 200 000,00

1 000 000,00

830 000,00

557 167,00

Mis aux voix, le chapitre 936 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

000014

356 720,00

3 944 461,11

CHAPITRE 940 - RELATIONS PUBLIQUES

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

RECETTES

- Crédits reportés

Opérations Nouvelles

6 405 - Cotisations Municipales 84 812,84  
657 - Subvention (Association des Maires) 21 000,00

105 812,84

DEPENSES

- Crédits reportés

Opérations Nouvelles

6 405 - Cotisations Municipales 84 812,84  
657 - Subvention (Association des Maires) 21 000,00

105 812,84

Mis aux voix, le chapitre 940 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

CHAPITRE 942 - SECURITE ET POLICE

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

RECETTES

- Crédits reportés

- OPERATIONS NOUVELLES

108 798,47

- Crédits reportés

- OPERATIONS NOUVELLES

615 - Rémunérations diverses 25 000,00  
6 406 - Contingent d'Incendie 50 000,00  
662 - Frais d'impression 2 000,00

185 788,47

Mis aux voix, le chapitre 942 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

000015

RUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 943 - ENSEIGNEMENT

R E C E T T E S LE MAIRE donne lecture du rapport : D E P E N S E S

<u>Crédits reportés</u>		727,11
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>		
- 7 332 - Recouvrement sur traitements .....	10 000,00	
- 611 - Rémunération du personnel .....		156 000,00
- 615 - Rémunérations diverses .....		780 000,00
- 618 - Charges sociales .....		61 600,00
- 657 - Subventions (Collège R. Hoarau) .....		2 687,50
		<u>1 001 014,61</u>

Mis aux voix, le chapitre 943 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

CHAPITRE 944 - OEUVRES SOCIALES SCOLAIRES

R E C E T T E S LE MAIRE donne lecture du rapport : D E P E N S E S

<u>Crédits reportés</u>		200 000,00
<u>Opérations nouvelles :</u>		
- 7 361 - Participation Etat pour ramassage scolaire .....	1 366 992,54	
- 6 455 - Ramassage scolaire .....		1 366 000,00
- 657 - Subventions		110 000,00
- Caisse des Ecoles : 110 000,00		
- 657-1 - Subvention aux Cantines Scolaires		2 600 000,00
		<u>4 276 000,00</u>

000016



M. Eric BOYER - Je voudrais remercier la Commission des Finances pour avoir inscrit une subvention de 110 000 F en faveur de la Caisse des Ecoles.

Si j'estime personnellement -en tant que responsable- que cette subvention est insuffisante pour vraiment développer tout ce qui a à faire au niveau des écoles, je sais aussi qu'il a été très difficile d'établir ce budget. Cette dotation permettra quand même, avec celle votée par le Conseil Général, de donner à toutes les écoles, à la rentrée scolaire, une allocation supplémentaire; ce qui est nouveau, parce que, jusqu'à présent, les écoles n'avaient une subvention qu'au Budget Primitif et maintenant, nous avons une deuxième subvention équivalente au Budget Supplémentaire, tant de la part du Conseil Général que de la part des communes. Je crois que cela entraînera une amélioration certaine au niveau des écoles à la rentrée scolaire.

Mis aux voix, le chapitre 944 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

---

COMPTES RENDUS DU BUREAU MUNICIPAL DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 200 - DEPENSES COURANTES

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T T E S

Crédits reportés

25 119,52

OPERATIONS NOUVELLES

OPERATIONS NOUVELLES :

- 502 - Habillement ..... 4 000,00
- 507 - subvention (OSM Classes de ller) ..... 200 000,00

-----  
229 119,52

M. Eric BOYER - Une subvention a été accordée pour les classes de mer. Je tiens à vous en remercier. Cela permettra de donner un sursis aux classes de mer.

Vous savez que le Conseil Général a voté une subvention de 500 000 F pour les classes de mer jusqu'à décembre ; le vote de cette subvention de 200 000 F au Conseil Municipal permettra justement d'apporter le complément indispensable pour qu'elles fonctionnent normalement jusqu'en décembre.

Je dirais que les classes de mer sont remises en cause dans la mesure où le F.A.S.O. ne les financerait plus ; ce qui posera un nouveau problème au Budget Primitif de la Ville de Saint-Denis.

M. Jean-Marie DUPUIS - Ce sont les enfants des familles les plus défavorisées qui sont concernés.

M. Eric BOYER - Cette subvention de 200 000 F permettra tant bien que mal de terminer l'année civile, mais il faudra qu'on réfléchisse très rapidement puisque le Budget Primitif aura lieu bientôt, tant au Conseil Général qu'au Conseil Municipal. Il faut donc étudier le problème et voir avec tous les organismes responsables comment financer ces classes de mer. Il me semble que, nos classes de mer fonctionnant à temps plein à la Saline, il est indispensable de les maintenir dans la mesure où cela permet d'appliquer une pédagogie particulière à beaucoup d'enfants de la Ville de Saint-Denis qui bénéficient de ces classes de mer.

M. Aristide PAYET - Pouvez-vous faire le point sur ce problème de l'utilisation du F.A.S.O. ?

LE MAIRE - Je vous précise qu'il ne faut pas voir le problème du F.A.S.O. sous l'angle spécial et particulier des classes de mer. Il ne fait aucun doute pour personne que les classes de mer sont nécessaires et que nous avons bien agi en faisant en sorte qu'elles soient quasi-permanentes dans notre Centre de Trois-Bassins. Notre participation communale n'est qu'un complément à une participation d'Etat, et dans cette affaire, le F.A.S.O. remplaçait l'Etat pour cette subvention. Le F.A.S.O. vient d'être désengagé par l'Etat, d'ailleurs pour l'affecter à des opérations plus spécifiques et en particulier concernant les cantines scolaires. En conséquence, un certain nombre d'opérations se sont trouvées transférées à la fois sur le Département et les communes ces opérations étant entre autres l'A.R.A.J.U.F.A., l'A.R.F.U.T.S etc. Il y a beaucoup d'organismes qui fonctionnaient sur le F.A.S.O. et qui, en raison de leur nécessité, ont dû être pris en compte par le Département. Le Département se trouvait donc en prise directe avec ces transferts de charge, et à cela sont venues s'ajouter justement les classes de mer. Il y a donc là un problème, et il ne faut pas dire que la balle est dans le camp du Département ou qu'elle est dans le camp des communes ; la balle n'aurait dû en fait jamais quitter le camp du Gouvernement qui devait prendre en charge ces classes de mer avec l'aide des collectivités locales. Nous sommes donc obligés de demander quand même que l'Etat participe à ce genre de manifestation ; des réunions de travail vont avoir lieu au Conseil Général pour essayer de trouver des solutions d'appoint en attendant. Je ne peux pas vous donner ici des chiffres précis. Le F.A.S.O. se combine avec ce que l'on appelle la parité globale. Schématiquement, il y a une retenue sur les Allocations Familiales,

de l'ordre de 37 %, et ce n'est qu'une partie de cette retenue qui est affectée au F.A.S.O. Tous les élus du Département ont toujours demandé que la totalité de cette retenue soit affectée au F.A.S.O., et actuellement ce n'est pas le cas ; ce qui fait que la parité globale telle que nous la concevons n'est pas respectée ; mais la discussion reste engagée. On nous dit qu'une famille métropolitaine coûte environ 10 000 Francs par an et qu'une famille réunionnaise coûte la même somme. Mais en fait, on ne tient pas compte du nombre d'enfants. Dans une famille métropolitaine, il y a en moyenne deux enfants, et dans une famille réunionnaise, il y en a quatre en moyenne. On ne peut donc pas dire que la situation soit identique. C'est un problème complexe. Si vous le voulez, je vous ferai passer une fiche à ce sujet, en vous donnant les chiffres exacts. De plus, dans un premier temps, le Gouvernement a dit aussi que le F.A.S.O. serait supprimé à partir de 1985, mais il semble qu'il est en train de revenir sur cette décision.

Mis aux voix, le chapitre 945 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

---

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T T E S

Crédits reportés

Crédits reportés D E P E N S E S

OPERATIONS NOUVELLES :

- 657 - Subventions

- Bureau Habitat Social : 1 000.000,00

- C.A.S.P.E.C 26 000,00

1 026 000,00

1 026 000,00

Mis aux voix, le chapitre 951 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 955 - AIDE SOCIALE

RECETTES MAIRE donne lecture du chapitre : DEPENSES

Crédits reportés

83 453,20

OPERATIONS NOUVELLES

OPERATIONS NOUVELLES :

- 6 401 - Contingent d'Aide Sociale ..... 1 483 000,00
- 657 - Subventions
  - Bureau d'Aide Sociale : 500 000,00
  - Subvention d'équilibre à la SIUG ..... 1 000 000,00

1 500 000,00

-----  
3 066 453,20

M. Henry ATECTAM (intervient à la demande de M. Le Maire pour apporter des précisions quant à la subvention d'équilibre accordée à la S.T.U.D.) - Je pense qu'il faut d'abord préciser qu'il y a une convention entre la S.T.U.D. et la Mairie de Saint-Denis, dans laquelle il est mentionné que les tarifs de la S.T.U.D. sont soumis pour approbation à la Mairie ; la Mairie a donc un droit de regard sur la fixation des tarifs de la S.T.U.D. Pour éviter que ces tarifs soient trop élevés pour le public, la Mairie a décidé de prendre en charge, sous forme de subvention la différence.

Donc, jusqu'à ce jour, il y a eu différentes augmentations qui ont été accordées à la S.T.U.D. au niveau de ses tarifs. Ces augmentations étaient insuffisantes puisque jusqu'à présent - au 31 décembre 1981- la S.T.U.D. a enregistré des déficits successifs assez importants, qui font qu'à cette date la situation nette de la Société était négative : de l'ordre de 73 215 F. Cette société -qui est une société anonyme, donc de droit privé- avait deux ans à partir de la constatation de la perte des 3/4 de son capital social, pour restructurer ses fonds propres et ramener ses pertes au dessous des 3/4 de son capital social. Cette loi a d'ailleurs été modifiée par la Loi de Finances de 1980, qui veut que maintenant ce n'est plus la perte des 3/4 du capital social mais la perte de la moitié du capital social qui déclenche le processus de la restructuration des fonds propres ou de la décision de dissoudre la société. La S.T.U.D. avait donc jusqu'au 31 décembre 1982 pour restructurer ses fonds propres et ramener ses pertes au dessous des 3/4 et maintenant de la moitié de son capital social.

Si nous prenons en considération toutes ces pertes antérieures et la nécessité de les ramener au dessous de la moitié du capital social, nous arrivons à un déficit total à financer de l'ordre de 1 383 215 F. A cette somme, il faudrait rajouter, pour le deuxième semestre 1982, environ 400 à 500 000 F pour tenir compte des mesures qui ont trait notamment au blocage des prix et des rémunérations.

On estime donc qu'au 31 décembre 1982 -date limite pour que cette société puisse restructurer ses fonds propres- il y aurait un déficit à financer de l'ordre de 1 900 000 F.

La S.T.U.D. a deux solutions ; s'il n'y avait aucune subvention versée par la Commune à cette date, la Société n'aurait plus qu'à déposer son bilan, avec toutes les conséquences que cela comporte sur le plan du service public.

LE MAIRE - Je rappelle aussi que si nous avons un peu tardé à intervenir dans cette affaire, c'est que nous avons cru longtemps à l'intervention du versement transport et que ce versement transport a encore été remis en cause malgré les affirmations des membres les plus influents du Gouvernement. A l'heure actuelle nous ne savons plus ce qu'il en est advenu. Effectivement, vous avez entendu dernièrement MM DEFERRE et EMMANUELLI -lors de leur récente visite ; certes c'était avant une élection- dire que le versement transport était acquis et que c'était à la signature des ministères. Puis on a reçu une lettre du Préfet disant que le Ministre des Transports voulait revoir la question et envisager une réforme sur le plan national qui serait automatiquement appliquée outre-mer. Il nous faudra donc attendre au moins jusqu'à

*l'achèvement de cette réforme, qui consisterait en fait à étendre l'application du versement transport aux villes de 30 000 habitants et plus.*

*M. AFFEJEE - La Commune n'avait-elle pas donné des cars à la S.T.U.D. à un certain moment ?*

*LE MAIRE - En effet ; ce fut en guise de subvention, mais cela ne concernait que le fonctionnement de tous les jours.*

*Mis aux voix, le chapitre 955 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.*

---



CHAPITRE 907 -- SERVICES INDUSTRIELS ET COMMERCE SAUS COMPTABILITE DISTINCIE

R E C E T T E S

Crédits reportés

OPERATIONS NOUVELLES :

701 -- Redevances de l'Abattoir ..... 50 000,00

D E P E N S E S

Crédits reportés

OPERATIONS NOUVELLES :

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1980 - BUDGET DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 970 - SERVICES COMMUNAUX

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T I T E S D E P E N S E S

- Crédits reportés

- OPERATIONS NOUVELLES :

- 7 422 - D.G.F. Concours particuliers..... - 1 150 000,00
- 748 - D.G.F. Dotation de régularisation - 1 150 000,00
- 744 - D.G.F. Indemnité de logement
- Instituteur ..... 1 710 000,00
- 7 335 - Surtaxe eau ..... 1 330 000,00
- 799 - Produits exceptionnels ..... 24 000,00
- 820 - Excédent reporté ..... 7 205 367,56

7 459 367,56

Mis aux voix, le chapitre 970 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

Crédits reportés

OPERATIONS NOUVELLES

CHAPITRE 972 - SERVICE FISCALE OBLIGATOIRES A TAUX VARIABLE

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T I T E S

- Crédits reportés

- OPERATIONS NOUVELLES

- 756. - Octroi de Mer ..... 3 179 414,00

M. Jean-Marie DUPUIS - Qu'est-ce que cela va apporter, le fait que les collectivités locales devront payer l'octroi de mer ?

LE MAIRE - On ne sait pas encore très bien. On a calculé au Conseil Général que c'est de l'ordre de 3 à 4 ou 5 %. En ce qui concerne les communes, cela se déterminera sur la différence entre ce qu'elles auront à payer et ce qu'elles auront à recevoir.

Mis aux voix, le chapitre 972 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

000026

CHAPITRE 977 - SERVICE FISCAL IMPOTS COMPLEMENTAIRES

B E C E T LE MAIRE donne lecture du chapitre :

- Crédits reportés	
- <u>OPERATIONS NOUVELLES</u>	
799 - Subvention fiscale .....	197 159,00

Mis aux voix, le chapitre 977 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE 1982 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECAPITULATION

*LE MAIRE donne lecture du tableau :*

	R E C E T T E S	D E P E N S E S
931- Personnel permanent .....	1 136 000,00	98 778,95
932 - Ensembles mobiliers et immobiliers .....	-	2 893 718,57
934 - Administration générale .....	200 000,00	1 894 634,83
936 - Voirie .....	557 167,00	3 944 461,11
940 - Relations Publiques .....	-	105 812,84
942 - Sécurité et Police .....	-	185 788,47
943 - Enseignement .....	10 000,00	1 001 014,61
944 - Oeuvres sociales scolaires .....	1 366 992,54	4 276 000,00
945 - Sports et Beaux Arts .....	-	229 119,52
951 - Services sociaux sans comptabilité distincte .....	-	1 026 000,00
955 - Aide Sociale .....	-	3 066 453,20
967 - Sces industriels et commerciaux sans cpté distincte .....	50 000,00	-
970 - Charges et produits non affectés .....	7 489 367,56	-
972 - Service fiscal Impôts obligatoires à taux variable .....	8 109 414,00	-
977 - Service fiscal impôts complémentaires .....	- 197 159,00	-
<b>TOTAL .....</b>	<b>18 721 782,10</b>	<b>18 721 782,10</b>

*Mis aux voix, le tableau de récapitulation de la section de fonctionnement  
du Budget Supplémentaire de 1982 est ADOPTE A L'UNANIMITE.*

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 900 - HOTEL DE VILLE ET AUTRES BATIMENTS ADMINISTRATIFS

*LE MAIRE donne lecture du chapitre :*

R E C E T I T E S

Crédits reportés :

OPERATIONS NOUVELLES

1610-05 - Emprunt CDC pr. aménagement abords  
bâtiments Communaux

CHANGEMENT D'IMPUTATION

1051-97 - Subvention FIDOM pr. Atelier-  
Relais .....

1051-81 - Subvention FIDOM pr. Atelier-  
Relais .....

1 860 000,00

200 000,00

- 500 000,00

+ 500 000,00

D E P E N S E S

Crédits reportés

7 573 420,67

OPERATIONS NOUVELLES

235-12 - Aménagement abords des Bâtiments  
Communaux .....

200 000,00

212-76 - Installations téléphoniques .....

150 000,00

214 - Acquisition matériel et mobilier

601 075,00

215 - Acquisition de véhicules .....

70 000,00

232-07 - Aménagement et grosses réparations  
Bâtiments communaux .....

423 000,00

VIREMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE

214 - Acquisition de matériel et mobilier

- pour 904-214 ..... - 28 484,39

- pour 903-214 ..... - 15 000,00

- provenant du 909-214 + 44 880,00

- provenant du 904-214 + 2 450,00

- provenant du 903-214 + 1 799,60

- provenant du 901-214 + 6 735,15

- provenant du 901-233

28 + 54 290,32

215 - Acquisition de véhicules

• Virement pour 901-215 -669 500,00

• Virement pour 904-215 - 53 855,00

66 670,68

723 355,00

000023

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT

R E C E I T E S

CHAPITRE 900 (SUITE)

D E P E N S E S  
212-76 - Installations électroniques

Virement provenant du  
903-232-02 .....+ 11 319,75

11 319,75

VIREMENTS INTERNES

- du 214 Acquisition Matériel et  
Mobilier ..... - 6 760,00  
pour 215 Acquisition véhicules + 6 760,00

- du 232-89. Construction Nouvelle  
Mairie ..... - 138 552,74  
POUR 214. Acquisition Mat. et  
Mobilier ..... + 138 552,74

- du 215. Acquisition de véhicules - 27 329,50  
pour 214 Acquisition Matériel et  
mobilier ..... + 27 329,50

- du 232-07 - Aménagement Bâtiments  
Communaux ..... - 1 500,00  
pr. 214 - Acquisition matériel  
et mobilier ..... + 1 500,00

- du 232-46 - 3 000 000,00  
pr.210 - Acquisition de terrains + 600 000,00  
pr. 232-121 + 2 400 000,00

2 060 000,00

8 372 131,10

Mis aux voix, le chapitre 900 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 901 - VOIRIE

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

RECETTES

DEPENSES

Crédits reportés .....	29 410 078,82	Crédits reportés .....	48 474 493,36
<u>OPERATIONS NOUVELLES :</u>		<u>OPERATIONS NOUVELLES :</u>	
1051-137 - Subvention M.I pr. Eclairage public 5e tranche .....	106 000,00	233-04 - Eclairage Public 5e tranche .....	500 000,00
1610-06 - Emprunt C.D.C pr. Eclairage public 5e tr.	400 000,00	233-86 - Voirie Rurale Aménagement des Hauts .....	800 000,00
1053-01 - Subvention FIR pr. Voirie Rurale (Hauts)	560 000,00	233-90 - Aménagement rue Bagatelle .....	400 000,00
1610-08 - Emprunt C.D.C pr. Voirie Rurale (Hauts)	240 000,00	233-94 - Bandes de roulement .....	500 000,00
1051-143 - Subvention M.I pr. Rue Bagatelle .....	320 000,00	233-91 - Numérotation immeubles .....	50 000,00
1610-09 - Emprunt C.D.C pr. Rue Bagatelle .....	80 000,00	233-08 - Grosses réparations aux Rues .....	300 500,00
1053-02 - Subvention Département pr. plan circulation	400 000,00	233-12 - Plan de circulation .....	800 000,00
<u>ANNULATIONS</u>		214 - Acquisition matériel et mobilier .....	111 000,00
1053-23 - Subvention FIR pr. Plan de circulation	- 50 000,00	<u>VIREMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE</u>	
1053-21 - Subvention FIR pr. Plan de circulation 81	- 1 000 000,00	233-28 - Centre Technique Communal ( pour 900-214)	- 54 290,02
		214 - Acquisition matériel et mobilier (pour 900-214)	- 6 735,15

000031

R E C E T I E S

D E P E N S E S

CHANGEMENTS D'IMPUTATION

1051-100 - Subvention FIDOM Halage Barachois .....	- 500 000,00
1051-86 - Subvention FIDOM Halage Barachois .....	+ 500 000,00
1051-102 - FIDOM pour Colorado .....	- 150 000,00
1051- 88 - FIDOM pour Colorado .....	+ 150 000,00
1051-103 - FIDOM pr. extension Pépinière .....	- 90 000,00
1051-77 - FIDOM pr. extension Pépinière .....	+ 90 000,00
1051-104 - Office du Tourisme pr. Signal. Touristique	- 60 000,00
1051-32 - Office du Tourisme pr. signal. Touristique	+ 60 000,00
1051-106 - Office du Tourisme pr. coin pique-nique	
Ilet Quinquina .....	- 64 000,00
1051-105 - Office du Tourisme pr. coin pique-nique	
Ilet Quinquina .....	+ 64 000,00
1051-108 - FIDOM pr. Front de Mer .....	- 300 000,00
1051-36 - FIDOM pr. Front de Mer .....	+ 300 000,00
1051 - FIDOM pr. Colorado .....	- 150 000,00
1051-141 - FIDOM pr. colorado .....	+ 150 000,00

233- 19 - Voirie Urbaine .....	- 88 187,57
(pour 902.233-20)	
215 - Acquisition de véhicules .....	669 500,00
(du 900-215)	

VIREMENTS INTERNES

- du 233-12 Plan de Circulation 80 .....	- 30 225,43
. pour 233-72 Plan circulation 81 .....	+ 29 670,00
. pour 214 Acquisition matériel & mobilier	555,43
- du 214 Acquisition matériel et mobilier ..	- 100 000,00
. pour 233-12 Plan de circulation .....	+ 100 000,00
- du 233-19 - Voirie Urbaine .....	- 311 573,61
pour 233-89 - Voie de la Chapelle .....	+ 311 573,61
- du 233-70 - Gape Routière .....	- 10 750,00
pour 233-12 Plan de circulation .....	+ 10 750,00
- du 233-93 - Voirie rurale 82 .....	- 200 000,00
pour 233-31 Aménagement divers chemins 77 .....	+ 200 000,00

ANNULLATIONS :

233-12 - Plan de circulation .....	- 50 000,00
233-72 - Plan de circulation 81 .....	- 2 000 000,00

30 460 078,82

50 406 280,32

Mis aux voix, le chapitre 901 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.



## CHAPITRE 902 - RESEAUX

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T T E S

Crédits reportés ..... 19 506 214,46

OPERATIONS NOUVELLES :

1053-03 - Subvention Conseil Général pr. déplacement  
conduite EP. CD 49 ..... 120 000,00

1051-001 - Subvention FIDOM pr. Amélioration réseaux  
EU/EP ..... 520 000,00

1610-10 - Emprunt C.D.C pr. amélioratio réseaux EU/EP  
..... 2 080 000,00

1051-004 - Subvention Ministère Environnement pr.  
endiguement Butor ..... 5 065 000,00

1051-008 - FIDOM Central p. Endiguement Butor ..... 1 013 000,00

1053-04 - Subvention Département pr. Endiguement Butor  
..... 1 013 000,00

1610-11 - Emprunt C.D.C pr. Endiguement Butor ..... 3 039 000,00

21 - Cessions Z.R.H.I pr. Endiguement Butor ..... 14 400 000,00

1051-013 - Subvention Etat pr. réfection canal Patates à  
Durand ..... 4 835 000,00

1053-05 - Participation Département p. canal P. à Durand  
..... 967 000,00

1051-016 - Subvention FIDOM (81-82) p. canal P. à Durand  
..... 967 000,00

1610-12 - C.D.C pour canal Patates à Durand ..... 2 901 000,00

D E P E N S E S

Crédits reportés ..... 39 530 178,41

OPERATIONS NOUVELLES

233-46 - Déplacement conduite E.P CD 49 ..... 400 000,00

233-47 - Amélioration réseaux EU.EP 82 ..... 2 600 000,00

233-48 - Endiguement du Butor ..... 24 530 000,00

233-50 - Réfection canal Patates à Durand ..... 9 670 000,00

233-02 - Extensions diverses ..... 50 000,00

233-04 - Eclairage public Rue Lacaze ..... 38 000,00

233-38 - Station d'épuration ..... 23 000,00

000033

BUDGET SUPPLEMENTAIRE  
SECTION D'INVESTISSEMENT

Chap. 902 (Suite)

RECETTES

DEPENSES

- Virements de crédits de chapitre à chapitre  
902-233-20 Assainissement 88 187,57  
(Vir. du 901 - 233 - 19)  
902-233-99 Travaux ZAC Chemin Finette 1 240 000,00  
(Vir. du 914 - 130)

- Virements internes

- du 233-37 Amélioration réseau Eau - 977 390,00  
pour 233-35 Divers travaux AEP 1979 + 977 390,00  
- du 233-49 Divers travaux AEP - 350 528,24  
pour 233-37 Amélioration réseau eau + 350 528,24  
- du 233-30 Amélioration ré. eau 80 - 390 293,91  
pour 233-35 Divers trav. AEP 1979 + 390 293,91  
- du 233-82 Amgt chemin Montauban - 200 084,54  
pour 233-35 Divers Trav. AEP 1979 + 200 084,54  
- du 233-49 Divers travaux AEP 1979 - 200 000,00  
pour 233-35 Divers trav. AEP 1979 + 200 000,00

56 426 214,46

78 169 365,98

Mis aux voix, le chapitre 902 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

000034

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982  
SECTION D'INVESTISSEMENT

-7-

CHAPITRE 903 : EQUIPEMENTS SCOLAIRES ET CULTURELS

R E C E T T E S

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

D E P E N S E S

<u>Crédits reportés</u>	20 780 111,07				37 486 462,45
<u>Opérations nouvelles :</u>					
1051-31 Subv. EN pr 6 cl Mat. Bretagne	750,00				75 000,00
1610-14 Emp CDC pour vélodrome	1 600 000,00				25 000,00
1610-15 Emp CDC pour divers prog scolaires	929 000,00				1 600 000,00
- 4 cl Mat Montgaillard	200 000				150 000,00
- 6 cl Mat Bretagne	350 000				200 000,00
- 2 cl Mat Montagne 16è	90 000				350 750,00
- 2 cl Mat St François 9è	150 000				90 000,00
- 2 cl Bretagne Bellevue	139 000				150 000,00
1610-16 Emp CDC pr logements gardiens	500 000,00				139 000,00
1610-17 Emp CDC pr CASE St Bernard	100 000,00				500 000,00
16 Emp pr 6 cl Mat Bretagne	-1 000 000,00				100 000,00
16 Emp pr Mat Montagne 16è	- 270 000,00				150 000,00
16 Emp pr 4 cl Mat Montgaillard	-1 050 000,00				250 000,00
1610-21 Emp CDC pr 2 Mat St François Baptisto	- 250 000,00				100 000,00
1620-11 Emp CAECL pr	-				250 000,00
1630-02 Emp CEPR pr	-				120 000,00
1610-46 Emp CDC pr 2 cl Mat St François IVè	- 250 000,00				10 000,00
1620-13 Emp CAECL pr	-				
1630-03 Emp CEPR pr	450 000,00				
- <u>Annulations</u>					
16 Emp pr Mat Montagne 16è	- 300,00				17 800,00
					- 11 319,75
					....

- VIREMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE

214 Acquisition matériel et mobilier					
- pour 900 - 214					- 1 799,60
- du 904 - 214					+15 000,00
- du 909 - 214					+ 4 600,00
- 232-02 Amgt bât. scolaires et equip. sportifs					- 11 319,75
(pour 900 - 212 - 76)					

000035

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 903 - EQUIPEMENTS SCOLAIRES ET CULTURELS (SUITE)

R E C E T T E S

D E P E N S E S

- VIREMENTS INTERNES

* du 232-02 - Aménagement équipements sportifs et Ecoles pour 214	- 101 672,67
- acquisition matériel et mobilier	+ 101 672,67
* du 232-143- Aménagement des écoles au 214	- 255 407,13
- acquisition matériel et mobilier	+ 255 407,13

- ANNULATION DE CREDITS

* 232-44 - Mat. Montagne 16ème	- 300,00
* 232-126 - 4 cl. Mat. Champ Fleuri	- 500,00

21 689 561,07

*Mrs aux voix, le chapitre 903 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.*

41 751 893,10

000036

CHAPITRE 904 - EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T T E S

D E P E N S E S

<u>CREDITS REPORTEES</u>		<u>CREDITS REPORTEES</u>	
7 503 294,00		19 137 605,51	
<u>OPERATIONS NOUVELLES</u>			
- 10593-12	- Subvention CGSS pour Foyer 3e Age		875 000,00
- 1669 -01	- Emprunt CGSS pour Foyer 3e Age		30 000,00
- 1610 -73	- CDC pour Office 3e Age		500 000,00
- 10593-11	- Subvention CGSS pour Office 3e Age		
- 1630 -04			

VIREMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE

-214 - Acquisition matériel et mobilier		
pour 900-214	- 2 450,00	
au 900-214	+28 484,39	26 034,39
-215 - Acquisition de véhicules (du 900-215)		53 855,00

VIREMENTS INTERNES

-du 215 - acquisition de véhicules	-104 155,31
pour 214 - acquisition de matériel	+104 155,31

ANNULATIONS

- 1051-06	- Subvention Etat pour équipement socio-éducatif	
- 1093-02	- C.A.F. pour équipement 3e Age	
- 1610-13	- C.D.C.	-0-

ANNULATIONS

- 214 - Acquisition matériel et mobilier	- 1 250 000,00
------------------------------------------	----------------

00000374

6 858 294,00

Mis aux voix, le chapitre 904 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

19 372 494,90

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 906 - SERVICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T T E S

D E P E N S E S

CREDITS REPORTEES

706 500,00

CREDITS REPORTEES

2 164 994,81

OPERATIONS NOUVELLES

OPERATIONS NOUVELLES

- 1610-18 - Emprunt pour extension  
Petit marché
- 1053-06 - Subvention du Département  
pour extension Petit  
marché

297 000,00  
  
53 000,00

- 214 - Acquisition matériel  
et mobilier
- 232-03 - Extension Petit  
marché

6 530,00  
  
350 000,00

1 056 500,00

2 521 524,81

Mis aux voix, le chapitre 906 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 908 - URBANISME ET HABITATIONS

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E T T E S

CREDITS REPORTEES

644 106,01

D E P E N S E S

CREDITS REPORTEES

2 314 490,26

644 106,01

2 314 490,26

Mis aux voix, le chapitre 908 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982

Section d'Investissement  
-----  
-----

Chap. 909 Autres Equipements  
-----  
-----

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

RECETTES

- Crédits reportés
- Opérations nouvelles

DEPENSES

400 000,00	: -	Crédits reportés	1 222 859,46
:	:	- <u>Opérations nouvelles</u>	
:	:	214 - Acquisition matériel	
:	:	et mobilier	321 679,56
:	:		
:	:	- <u>Virements de crédits de chapitre à chapitre</u>	
:	:	214 - Acquisition de matériel et mobilier	
:	:	- pour 900 - 214	- 44 880
:	:	- pour 903 - 214	- 4 600
:	:		-----
:	:		- 49 480,00
400 000,00	..:		-----
			1 495 059,02

Mis aux voix, le chapitre 909 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.



BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT -

CHAPITRE 910 - PROGRAMME POUR L'ETAT

*LE MAIRE donne lecture du chapitre :*

R E C E T T E S

Crédits reportés ..... 30 280,00

-----

30 280,00

D E P E N S E S

Crédits reportés .....

309 480,00

-----

309 480,00

Mis aux voix, le chapitre 910 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 914 - PROGRAMME POUR LES AUTRES TIERS

*LE MAIRE donne lecture du chapitre :*

R E C E T T E S

Crédits reportés ..... 917 184,25

-----  
917 184,25

D E P E N S E S

Crédits reportés ..... 1 724 154,83

OPERATIONS NOUVELLES :

914-130 - Subvention en capital au Zoo ..... 59 000,00

VIREMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE

914-130 ..... -1 240 000,00

-----  
534 154,83

*Mis aux voix, le chapitre 914 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.*

000042

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT -  
CHAPITRE 925 - MOUVEMENTS FINANCIERS

LE MAIRE donne lecture du chapitre :

R E C E I T E S

- Crédits reportés ..... 23 360 274,00

-----  
 23 360 274,00

D E P E N S E S

Crédits reportés ..... 141 146,40

OPERATIONS NOUVELLES :

259. - Participation capital SICA  
 Habitat Rural ..... 2 500,00

-----  
 1 143 646,40

Mis aux voix, le chapitre 925 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE - SECTION D'INVESTISSEMENTCHAPITRE 927 - FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*LE MAIRE donne lecture du chapitre :*R E C E T T E SCREDITS REPORTEES 13 345 102,71OPERATIONS NOUVELLES

- 16 2 720 000,00

- 060 - Excédent reporté 44 639 122,19

- 1421 - F.C.T.V.A. 2 734 303,21

- 1423 - Taxe locale d'équipement 50 000,00

ANNULATIONS

- 927-16 1 000 500,00

-----  
62 488 028,11*Mis aux voix, le chapitre 927 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.*

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1982 - SECTION D'INVESTISSEMENT - RECAPITULATION**

*LE MAIRE donne lecture du tableau :*

	<u>R E C E I T T E S</u>	<u>D E P E N S E S</u>
900 - Hôtel de Ville et autres bâtiments administratifs .....	2 060 000,00	3 372 131,10
901 - Voirie .....	30 460 078,82	50 406 280,32
902 - Réseaux .....	56 426 214,46	78 169 365,98
903 - Equipement Scolaire et Culturel .....	21 689 561,07	41 751 893,10
904 - Equipement Sanitaire et Social .....	6 858 294,00	19 372 494,90
906 - Service Industriels et Commerciaux .....	1 056 500,00	2 521 524,81
908 - Urbanisme et habitation .....	644 106,01	2 314 490,26
909 - Autres Equipements .....	400 000,00	1 495 059,02
910 - Programmes pour l'Etat .....	30 280,00	309 480,00
914 - Programmes pour les autres tiers .....	917 184,25	534 154,83
925 - Mouvements financiers .....	23 360 274,00	1 143 646,40
927 - Financement complémentaire de la section d'investissement.....	62 488 028,11	-
	<b>206 390 520,72</b>	<b>206 390 520,72</b>

*Mis aux voix, le tableau de récapitulation de la section d'investissement  
du Budget Supplémentaire 1982 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.*

*Mis aux voix, le Budget Supplémentaire de 1982 EST ADOPTE A L'UNANIMITE.*

**Reçu à la Préfecture  
de La Réunion**  
Le *A.O. Rep. L. D. 2*